



En a-t-on terminé avec les hydrocarbures non conventionnels, gaz et huile de schiste ?

Voici un aperçu de la situation sur ce sujet brûlant et de plus en plus d'actualité sur le territoire français.

Depuis déjà quelques années, ce problème des gaz de schiste (GDS) avait été soulevé par les comités de veille du Larzac, d'Ardèche et du Gard. Il resurgit aujourd'hui et "enflamme" les opposants à travers une mobilisation sans précédent des citoyens/associations/élus/populations, mais surtout par la création de multiples collectifs qui s'organisent et se regroupent afin d'accroître leur efficacité d'information auprès d'un public souvent "néophyte" qui se contente et s'en tient souvent aux seules informations diffusées par les médias. De nouveaux collectifs viennent de voir le jour du côté du Nord/Picardie, du Lyonnais et même de Bretagne ; d'autres se structurent et vont bientôt voir le jour. Un travail de collaboration et de solidarité entre départements, régions, au niveau national comme international commence à produire ses effets !

Après la campagne médiatique d'envergure menée tout au long de l'été par les "lobbyistes pétroliers" avec l'aide de "pseudo-scientifiques" ou "experts" totalement à la solde de ces grands groupes, après la pression indécente sur les élus et décideurs locaux et les campagnes mensongères auprès des populations et municipalités, nous nous devons de réagir promptement. C'est en ce sens qu'une majorité représentative (mais non exhaustive) de collectifs locaux et régionaux* avait décidé de se rencontrer les 8 et 9 Septembre dernier à Ginestas, dans l'Aude. L'objectif était de faire le point sur la situation, de décider d'agir ensemble le plus rapidement possible et de choisir quelle stratégie adopter concernant la participation ou non à la Conférence Environnementale des 14 et 15 Septembre 2012. Ce dernier point a occupé une bonne partie des débats,

parfois passionnés, qui ont pu avoir lieu lors de ces 2 journées. Une délégation d'Attac 87 était présente à cette rencontre. Nous avons aussi abordé toutes les manifestations à venir à travers les manifs nationales et internationales envisagées lors de la "Journée Mondiale contre la Fracturation Hydraulique" du 22 Septembre 2012 et ce quel que soit le résultat final qui ressortirait de la Conférence Environnementale du 14 ! En conclusion de la rencontre de Ginestas, dont je ne peux résumer ici la totalité des travaux, l'essentiel à retenir c'est la volonté unanime pour regrouper nos luttes et pour exiger que le code minier réformé après un débat citoyen, soit intégré dans le code de l'environnement. Dans la continuité de l'appel de Lézan (dans le Gard), en Août 2011, nous demandons, de plus, la création de cours pénales, Européenne et Internationale, pour l'environnement.

Si les citoyens français en général et les associations "écologistes ou autres" peuvent se réjouir de la mise en place d'une conférence environnementale, à l'instar de la conférence sociale, dans la mesure où elle relance un dialogue perdu entre les pouvoirs publics et les acteurs du Grenelle, le plus difficile est de savoir quel est l'objectif réel d'une telle conférence ! De plus, des engagements formels, qui avaient été pris concernant l'interdiction de recourir à la fracturation hydraulique pour chercher les gaz de schiste, semblent remis en cause suite aux déclarations du Ministre du Redressement Productif M. "Montarebourg". Conformément au scénario que nous avons envisagé et à ce que nous redoutions, la conférence pour l'environnement n'a été qu'un effet d'annonce afin de calmer les ardeurs de quelques-uns et amadouer une partie de "l'électorat vert" par rapport au "pacte budgétaire" à voter ! La Conférence

Environnementale n'a été qu'une grand-messe ne débouchant sur aucune politique d'envergure et aucun changement réel : c'est ce qui s'appelle un "enfumage" caractérisé !

Dès lors, c'est bien un choix politique qui aurait dû être fait. Celui de la sobriété énergétique que nous sommes de plus en plus nombreux à revendiquer ; celui d'une véritable transition écologique et économique qui mêle stratégie industrielle, réduction des dépenses publiques contre-productives, transition énergétique et écologique, dans une optique européenne avant tout mais en gardant notre souveraineté ! Dans ces conditions-là, la Conférence Environnementale aurait pu, aurait dû être un acte fondateur. Celle-ci, comme a pu l'être le Grenelle de l'Intox, n'est qu'un marché de dupes !

Au lendemain de ce non-événement et suite aux déclarations du président de la république, nous avons pu entendre tous les fervents pétroliers/industriels, les foreurs, les lobbyistes, les "allégroscientifiques" monter au créneau. Nous avons même entendu sur les ondes de France-Inter de grands leaders syndicalistes faire la promotion et l'apologie (comme pour le nucléaire d'ailleurs) de cette énergie de "transition", créatrice d'emplois durables !

Toutes ces déclarations ont provoqué un effet "boomerang" et une motivation supplémentaire pour "booster" nos intentions à manifester nos désaccords le 22 septembre sur tout le territoire national. Lors de cette journée mondiale de mobilisation contre la fracturation, la plus grande manif s'est déroulée à St Christol-les-Alès (30) avec près de 4000 participants. d'autres rassemblements ont eu lieu : au Trocadéro à Paris, où a été érigé le premier "derrick" intra-muros ; à Tournant en Brie (77) avec plus de 500 participants ; à Beaumont de Lomagne (82) où les Limousins de l'étape étaient présents sous les couleurs d'attac 87, avec aussi plus de 500 participants et pour terminer Aix-les-Bains (73) où 2500 opposants étaient venus manifester et animer les conversations !

Du coup, depuis toutes ces manifestations, les citoyens, les associations et les collectifs sont devenus encore plus méfiants et vigilants. ils redoublent d'attention, épiluchent les permis, les autorisations, consultent les mairies, les préfectures, les DREAL, mettent en garde les citoyens et les municipalités,

publient des informations, organisent des débats ... Beaucoup de citoyens ont cru comprendre que F. Hollande, dans ses déclarations d'intentions, avait tout stoppé à propos des GDS : il n'en est rien, bien au contraire ! A l'heure d'aujourd'hui, en l'état de nos connaissances et de leur mise à jour, il demeure :

- 65 demandes de permis déjà attribuées (et non annulées)
- 34 demandes en cours d'instruction
- 112 demandes en attente
- 7 demandes retirées par le président de la République.

A ce sujet, il est bon de rappeler et de souligner que toutes ces décisions ne sont pas encore applicables ... puisque non-parues au "Journal Officiel" !

Concernant la situation en cours, vous pouvez aisément vous rendre compte que nous sommes dans le flou le plus total. il existe même des demandes dont personne ne connaît "la trace", il règne aussi un amalgame des plus trompeur entre les gaz conventionnels et les non-conventionnels qui vont chercher la "roche-mère" dans les grandes, voire très grandes profondeurs. en région parisienne, il existe même de fortes raisons de suspicion sur des installations initialement dédiées à l'extraction de gaz conventionnels, voir à de la géothermie !

Voilà la situation telle qu'elle est aujourd'hui, nous ne manquerons pas de vous tenir informés sur les évolutions concernant ce sujet sensible, nous continuons de travailler avec les collectifs voisins et croisons nos informations.

Une information d'importance :

Lors de débats ou reportages sur le sujet, certains d'entre vous ont déjà pu voir le film "gasland" de Josh Fox. Ce dernier a largement été critiqué et "détrecté" par les foreurs et pétroliers depuis quelques temps. La riposte ne s'est pas fait attendre, puisque le réalisateur américain vient de sortir une nouvelle version (seulement en anglais pour l'instant) encore plus "aboutie" et percutante avec les réponses à ses contradicteurs. Il s'agit de "the sky is pink" que vous pouvez déjà visionner sur : <http://vimeo.com/44367635>

Pour toute information complémentaire sur le sujet, se rapprocher d'attac 87.

PARADIS FISCAUX

En **2005**, le réseau Tax Justice Network, auquel appartient Attac, estimait à **11 500 milliards** de dollars le montant des **avoirs dissimulés** dans les paradis fiscaux.

Une nouvelle étude, publiée en **2012**, place l'estimation dans une fourchette de 21 à 32 000 milliards de dollars, soit une estimation centrale de l'ordre de **26 000 milliards de dollars**. Selon ces données, la moitié de cette fortune offshore serait détenue par 0,001 % de la population mondiale et l'autre moitié par 0,14 % de la population.

Les biens matériels (yachts, chevaux de course, lingots d'or ...) détenus par le biais de structures existant dans les paradis fiscaux ne sont pas pris en compte dans ce rapport.

Plus d'infos : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/chavagneux/2012/07/23/>



CONFERENCE SUR LE NOUVEAU PACTE BUDGETAIRE

de Frédéric VIALE, Professeur de droit,
membre du Conseil d'Administration d 'Attac France,
organisée par le CAC 23 à Guéret le 28 septembre 2012

Une soixantaine de personnes était réunie pour suivre la conférence de Frédéric Viale qui d'emblée annonce que la ratification du pacte budgétaire pose deux problèmes :

- 1- Sur le plan économique
- 2- Sur le plan de la souveraineté des états.

En ce qui concerne le premier point : moins de dépenses publiques, c'est moins de consommation et une récession aggravée de 7 points selon les économistes eux-mêmes, ce qui entraîne inévitablement une hausse du chômage. L'engrenage de la politique d'austérité exigée par le pacte budgétaire est en place : *c'est comme freiner sur une plaque de verglas !*

Le pacte de croissance « arraché » par Hollande, c'est du vent : les 120 milliards injectés ne représentent qu'1 % du PIB ; la moitié avait déjà été décidée en 2010. A la fin, il restera 10 milliards, pas plus !

Le président de la République tient un double discours : d'une part embaucher 40 000 enseignants, d'autre part réaliser 30 milliards d'économie ; c'est absurde car si on suit les textes, pour 2013, c'est le double voire le triple qu'il faudrait...on devrait donc taper dans l'éducation, dans la santé ; en fait on arrivera à l'austérité perpétuelle.

Le deuxième point : les politiques budgétaires échapperont à la souveraineté populaire car les budgets seront contrôlés en amont par la

commission européenne : les élus du peuple n'auront plus leur mot à dire. La loi la plus importante de l'année, celle de la levée de l'impôt, échappera aux élus ! C'est un déni de démocratie et un recul voire un abandon de la souveraineté populaire.

Les mesures de rupture avec ce système économique préconisées par Attac :

Financement des états par la banque européenne et non plus par les marchés financiers ;

Rupture avec les dogmes traditionnels : opérer une véritable révolution fiscale en taxant les hauts revenus.

La dette provient principalement de la baisse des recettes et non de l'augmentation des dépenses (qui restent constantes). Il faut plutôt favoriser la croissance par le local que le libre échange et sa concurrence libre.

Le gouvernement pense qu'il n'a pas d'autre choix que de se débarrasser de cette histoire de dette. Il est dans une logique où l'état ne peut se financer que par les marchés financiers, alors que d'autres pistes sont possibles.

L'exposé de F.Viale a suscité de nombreuses réactions et questions, dont certaines très pointues ; ce qui a permis un débat très riche.

Agriculture biologique en Limousin

Triste nouvelle. Le 10 octobre, le Tribunal de Grande Instance de Limoges a prononcé la liquidation de Gablim. Pendant 22 ans, Gablim a été moteur du développement de l'agriculture biologique en Limousin. Des difficultés financières insurmontables ont eu raison des efforts acharnés déployés pour les résoudre. Cependant, l'agriculture biologique sera nécessairement l'agriculture de demain, même en Limousin !

Bonne nouvelle. Une association pour porter les projets de développement de l'agriculture paysanne bio en Corrèze est en cours de création. Une assemblée générale constitutive devrait avoir lieu **le 30 octobre 2012 à 20h dans les locaux du Battement d'Aile à Cornil**. Plus d'infos : agribio19@gmail.com

Yourtes de Bussière-Boffy

Les familles des trois yourtes, pourtant régularisées le 5 mai 2009 par les services de l'Etat, sont convoquées le 13 novembre 2012 à 8 h 30, au Tribunal correctionnel de Limoges, pour habitat illégal. Elles risquent l'expulsion de leurs lieux de vie, pour usage du sol en infraction avec le code de l'urbanisme. Plus d'infos : yourtesbussiere-boffy.info

Aéroport de Notre-Dame-des-Landes (44)

Depuis le 16 octobre, les forces de l'ordre interviennent sur le site du futur aéroport. Les habitants de la ZAD (Zone d'aménagement différé renommée Zone A Défendre) et leurs familles qui préservent les terres agricoles et les écosystèmes, avaient mis en place des modes de vie alternatifs, ont été chassés de leurs maisons, 15 jours avant le début de la trêve hivernale, et ces maisons ont été détruites ! De nombreuses manifestations de soutien, de nombreuses interventions, tant auprès du premier ministre que du président de la République ont eu lieu ... Sur place, la résistance s'organise, on parle d'un nouveau Larzac !

Plus d'infos : <http://www.france.attac.org/dossiers/notre-dame-des-landes-vinci-degage>

Notre-Dame des Landes, Face aux expulsions - Manifestation de réoccupation !

Pour reconstruire - contre l'aéroport ! **Rendez-vous le 17 novembre dans la matinée.**

Des informations restent à définir : lieu du rendez-vous, directions pour vous rendre sur le campement la veille. Consultez régulièrement le site web de la ZAD : <https://zad.nadir.org>

Covoiturage (éventuel) au départ de Limoges : contact Jean-Pierre 06 37 75 61 71

14 novembre : mobilisation européenne contre l'austérité !

Le 14 novembre, pour la première fois en Europe, une grève générale transnationale est organisée par le mouvement syndical au Portugal, en Espagne, en Grèce, à Chypre et à Malte, et soutenue par les mouvements sociaux et des partis politiques.

En France, Attac mène depuis des mois une mobilisation unitaire pour dénoncer l'instrumentalisation de la dette publique et l'imposition de politiques d'austérité socialement injustes, économiquement stupides et écologiquement irresponsables.

En France comme en Europe, l'austérité doit cesser ! Ce n'est pas de "compétitivité" dont l'Europe a besoin, c'est de solidarité ! Mobilisons-nous le 14 novembre !

Plus d'infos : www.france.attac.org/evenement/14-novembre-mobilisation-europeenne-contre-lausterite

Limousin : Semaine de la solidarité internationale en 2012

La Semaine de la solidarité internationale propose de prendre le temps ensemble de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons. Elle permet ainsi à chacun de se positionner et d'agir.

Véritables « portes ouvertes sur la solidarité internationale », la Semaine met à l'honneur de nombreuses thématiques : respect des droits humains, annulation de la dette, échanges interculturels, environnement et développement durable, accès à la santé, commerce équitable,

En Limousin, l'organisation de la Semaine est coordonnée par la Maison des Droits de l'Homme.

Du 21 au 27 novembre, un programme différent dans les 3 départements :

Contact : Maison des Droits de l'Homme - 37, rue Frédéric Mistral - 87100 LIMOGES

► Téléphone : **05 55 35 81 24**

► Email : mdh.limoges@free.fr -

<http://www.mdh-limoges.org/>

Sommaire	Page	Sommaire	-	Page
Point sur les gaz de schiste	1-2	Gablim – Yourtes de Bussière Boffy – 14/11		4
Paradis fiscaux – Nouveau Pacte Budgétaire	3	Semaine de la Solidarité Internationale		4

ENCARTS : Panier du militant – Annonce Spectacle

ATTAC LIMOUSIN - INFOS ET ACTIONS – Bulletin des comités locaux de Corrèze, Creuse et Haute-Vienne de l'Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne. Imprimé par ATTAC 87, Maison des Droits de l'Homme, 37 rue Frédéric Mistral 87100 Limoges. N°ISSN : 2102-0833, CPPAP : 1006 G 86005. Directeur de la Publication : Jean-Pierre Clausse Tél 05 55 01 28 69 ; E-mail : attac87@attac.org. Site Internet : <http://www.attac.org> ou <http://www.local.attac.org/attac87> - Ce n° est tiré à environ 500 exemplaires. Les articles publiés dans ce bulletin n'engagent que leurs auteurs !